

UNION FRANCE-MADAGASCAR

Union France-Madagascar
(*La Journée industrielle*, 19 avril 1922)

Société anonyme formée pour la commission, la consignation, l'importation et l'exportation, et spécialement toutes opérations commerciales, industrielles et agricoles à Madagascar.

Le siège est à Paris, 28, boulevard Arago.

Le capital est fixé à 60.000 francs en actions de 100 fr., toutes à souscrire en numéraire.

Les premiers administrateurs sont MM. Georges Delattre, à Paris, rue Broca, 92 ; Albert Edan ¹, à Levallois-Perret (Seine), rue Pasteur, 7 ; Henri Lévi, à Paris, rue Rochechouart, 42 ; Pierre Mourot, à Ivry-sur-Seine (Seine), rue Ledru-Rollin, 9 ; Fernand Faquin, à Paris, rue de l'Arc-de-Triomphe, 11 ; Jules-Marcel Rey, ingénieur, à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue du Midi, 9, et Samuel Stephany, à Paris, rue Claude-Bernard, 9.

Francis Kœrner,
L'accession des Malgaches à la citoyenneté française (1909-1940) 1
Un aspect de la politique d'assimilation aux colonies
(*Revue historique*, janvier 1969)

.....
Le terrain semblait propice à une action directe à Madagascar. La Ligue pour l'accession des Malgaches à la citoyenneté française dépêcha Ralaimongo pour organiser des sections locales du mouvement.

L'échec de Ralaimongo. — Lors de son premier voyage à Madagascar (7 juillet 1921-21 décembre 1921), Ralaimongo rallia à sa cause beaucoup de jeunes gens et une importante fraction de fonctionnaires, mais il fut desservi par ses origines modestes, les intrigues des Andriana très hostiles en général à l'élévation de la plèbe et l'opposition systématique de l'administration qui ne réussit pas à le corrompre. En décembre, il avait recueilli une importante documentation qu'il publia à son retour à Paris ².

Le deuxième séjour (mai à juillet 1922) débuta par un véritable triomphe. Des comités locaux lui firent fête à Majunga, Diégo-Suarez et Tamatave. Accompagné de sa femme, d'un aide-comptable Mourot, Ralaimongo travailla à mettre sur pied la société commerciale « Union France-Madagascar » (Uniframad), habile camouflage des activités de la Ligue. Les statuts de la société furent régulièrement publiés, les souscriptions fonctionnaient normalement, quand Ralaimongo fut mis en demeure de choisir entre le retour immédiat en France ou l'internement à Sainte-Marie. Ralaimongo préféra rentrer

¹ Albert Edan : directeur général des Ateliers Otis-Pifre (ascenseurs) et administrateur de la Compagnie France-Madagascar (Compagnie [Nationale Mines et Minerais](#) à Madagascar)(1931).

² Compte rendu d'un voyage effectué à Madagascar de juillet à décembre 1921. Paris, *L'Émancipatrice*, 1922.

en France, obtint une entrevue avec le ministre des Colonies Sarraut et put, moyennant promesses, revenir dans la Grande Île ³.

Le retour définitif à Madagascar de Ralaimongo coïncida avec le fiasco de l'opération commerciale « Uniframad ». Mais l'agitation politique reprit avec la parution du premier numéro du *Libéré, Tribune du peuple malgache*.

Ralaimongo déploya alors ses efforts pour acquérir une imprimerie, sans succès, et, fortement déçu par la bourgeoisie malgache engoncée dans son hypocrisie, il partit s'installer à Diégo-Suarez. Il devait y poursuivre jusqu'en 1930 une action continue en faveur du paysannat malgache et de la naturalisation en masse.

³ Les tergiversations s'expliquent par l'appartenance de Ralaimongo à la franc-maçonnerie. DOMENICHINI, Ralaimongo, D. E. S., ronéotypé. Paris, Bibliothèque de la Sorbonne.